



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 17 juillet 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

**Visite d'inspection du 10/07/2024**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**TERRES CUITES DES RAIRIES**

route de Fougeré  
49430 Les Rairies

**Références :** 2024-184\_INSP\_RAP\_AS\_TCR (Bellegarde)-Durtal  
**Code AIOT :** 0006303996

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2024 dans l'établissement TERRES CUITES DES RAIRIES implanté BELLEGARDE 49430 Durtal. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TERRES CUITES DES RAIRIES
- BELLEGARDE 49430 Durtal
- Code AIOT : 0006303996
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière d'argiles dédiée à l'approvisionnement de l'usine de terres cuites aux Rairies

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Faune et Flore	Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 2.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
3	Enquête annuelle	Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 2.4.8	Demande d'action corrective	1 mois
4	Remblaiement de la carrière	Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 2.5.1	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des écarts sont relevés en particulier sur l'admission des déchets inertes destinés au remblaiement des excavations notamment en raison de la faible activités de la carrière qui ne dispose pas de personnel d'exploitation à demeure mais également d'une problématique peu prise en compte jusqu'à ce jour. Pendant l'inspection, l'exploitant a déclaré avoir programmé un stage d'études (niveau ingénieur en environnement) afin de l'accompagner pour améliorer sa situation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Antériorité

<b>Prescription contrôlée</b> – Contrôle de la situation administrative de l'établissement
<p><b>Constats</b> – Le tableau de classement de l'établissement fait état d'une installation de broyage, concassage, criblage... d'une puissance de 83 kW.</p> <p><b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de confirmer les besoins de maintenir cette activité ou de rappeler qu'elle était liée aux extractions de sables et de graves et désormais sans objet.</b></p> <p>Par ailleurs, considérant la nécessité de faire apparaître les rubriques IOTA (depuis 2017) dans le classement des installations, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de vérifier si la carrière de Bellegarde relève d'un classement au titre de la Loi sur l'eau, par exemple en cas de forages, d'un éventuel plan d'eau résiduel dans le cadre de la remise en état...</p> <p><b>L'inspection des installations classées invite l'exploitant à vérifier sa situation administrative et présente son éventuelle mise à jour au titre du bénéfice des droits acquis.</b></p>
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais</b> : 1 mois

## N° 2 : Faune et Flore

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 2.2.2
<b>Thème(s)</b> : Risques chroniques, Biodiversité
<p><b>Prescription contrôlée</b> – Durant toute la durée de l'autorisation, l'exploitant s'assure du maintien en l'état de la mare faisant office de bassin de décantation et de l'absence d'exploitation d'une partie du secteur Nord du site, autour du bassin de décantation, afin de ne pas impacter les populations de Triton marbré. Il maintient une bande boisée d'au moins 5 m au Nord [...]</p> <p>[...] l'exploitant imperméabilise les remblais Sud et y crée une nouvelle mare favorable au Triton marbré [...]</p>
<p><b>Constats</b> – La mare existante, qui fait office de bassin de décantation, est située en point bas de l'installation et maintenue et isolée de la zone en exploitation par des haies denses internes, le périmètre autorisé de la carrière étant lui-même isolé de l'extérieur par des haies et des arbres. La protection de cette mare est considérée satisfaisante.</p> <p>Par contre, pour ce qui concerne la nouvelle mare, l'exploitant rend compte de plusieurs tentatives de construction dans les délais prescrits mais que sa position, en partie sommitale de la carrière, ne permet pas son maintien en eau.</p> <p><b>Pour autant, la prescription n'est pas abrogée par la difficulté technique rencontrée par l'exploitant à qui il appartient donc de proposer une mesure équivalente qu'il présentera au travers d'un Porter à Connaissance.</b></p>
<b>Type de suites proposées</b> : Avec suites
<b>Proposition de suites</b> : Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais</b> : 1 mois

## N° 3 : Enquête annuelle

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 2.4.8
<b>Thème(s)</b> : Situation administrative, Compte-rendu de l'activité de la carrière
<p><b>Prescription contrôlée</b> – Chaque année, l'exploitant renseigne le questionnaire relatif à l'activité de la carrière au cours de l'année précédente dans le délai prévu [...]</p>
<p><b>Constats</b> – La consultation de la base de données nationale GEREP livre les informations suivantes relatives aux extractions et au gisement restant :</p> <p>➤ 1 338 t/2020 → restant disponible 9 000 t ;</p>

- 1 232 t/2021 → restant disponible 7 768 t ;
- 1 200 t/2022 → restant disponible 5 320 t.

**L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de compléter la base de données GERP pour l'année 2023 et de veiller à ce qu'elle soit mise à jour tous les ans à la date du 31/03 de l'année n+1.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 4 : Remblaiement de la carrière**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 12/10/2009, article 2.5.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conditions d'admission et de contrôles des entrants

**Prescription contrôlée** – Le remblaiement est effectué avec des matériaux issus du site et des apports extérieurs provenant de Maine-et-Loire ou des départements limitrophes. Aucun apport de déchets dangereux ou non dangereux non inertes n'est admis. Les matériaux admis sont des matériaux non valorisables par d'autres moyens que du remblaiement. Les apports extérieurs utilisés pour le remblaiement sont des terres non polluées, pierres et cailloux naturels, matériaux de terrassement, de démolition... (codes déchets 17 01 02, 17 01 03, 17 01 07, 17 05 04 et 20 02 02.

[...] Avant d'être admis, tout chargement d'apports fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de la carrière.

Un contrôle visuel des apports est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence d'apport non autorisé.

En cas d'acceptation [...], l'exploitant délivre un accusé de réception [...]

En cas de refus [...], le transporteur doit repartir en charge [...]

**Constats** – L'exploitant a indiqué disposer d'une procédure d'admission et avoir mis en place des DAP (Déclarations d'Acceptabilité Préalable) des déchets inertes.

**L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre sa procédure d'acceptation préalable, un exemplaire de DAP ainsi que la copie du registre de suivi des admissions du mois de juin 2024.**

Les contrôles des déchets inertes, préalables à l'acceptation, faits par l'exploitant, semblent se limiter à la collecte d'informations orales et de dires de fournisseurs quant à leurs provenances. Aucune consultation du site GEORISQUES, en particulier des bases de données BASOL, BASIAS et fiches SIS pour identifier les terrains producteurs, n'est réalisée.

Au cours de la visite, un camion chargé de matériaux extérieurs était en cours de livraison. D'après son chauffeur, le chargement provenait d'un chantier de terrassement réalisé dans la zone industrielle de la commune de St-Barthélemy-d'Anjou.

**L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre la copie du dossier d'admission de ce chargement (ou du chantier en cas d'apports multiples).**

Aucun représentant de l'exploitant n'était présent pour réceptionner et contrôler ce chargement, **ce qui est contraire à la prescription référencée.**

Il en résulte que l'appréciation quant à l'acceptabilité d'un chargement relève du jugement de l'apporteur. Ces contrôles trop limités ne sont pas suffisamment pertinents pour permettre de refuser des chargements, d'autant que dès lors que les déchets sont déposés, le site ne dispose pas de moyen de recharger le porteur.

L'exploitant a également indiqué ne pas réaliser d'analyse approfondie des déchets (test de lixiviation et analyse du pack dit « ISDI », des paramètres prévus à l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12/12/2014) même exceptionnellement en cas de doute.

L'inspection des installations classées rappelle que l'acceptation de déchets inertes par la société TERRES CUITES DES RAIRIES engage sa responsabilité (même si le producteur reste impliqué et

qu'en cas de désordre constaté elle serait mise à contribution pour les résorber.

Ainsi, des seules informations orales collectées pendant la visite, **l'inspection des installations classées perçoit plusieurs points de fragilité dans les modalités d'admission des déchets inertes notamment sur l'acceptabilité des déchets et les contrôles d'entrée.**

**Avant même cette inspection, l'exploitant a pris la mesure de la fragilité de ses pratiques puisqu'il a recruté un stagiaire (école d'ingénieur, spécialité environnement) qui viendra renforcer son dispositif de suivi à partir de la rentrée.**

**Cette prise en compte va dans le sens de la demande de l'inspection des installations classées d'investiguer les possibilités de renforcer les contrôles de la qualité et de la traçabilité des déchets entrants, notamment ceux codifiés 17 05 04 et 20 02 02, bien trop succincts selon les secteurs de provenance des déchets.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois